



N° 46

DISETTE : Manque de ce qui est nécessaire à la vie et, en particulier, manque de vivres, pénurie.

Mars 2019

Les victimes du « grand débat » déjà désignées ?

On va, une nouvelle fois, remettre l'ouvrage sur le métier et rappeler des réalités simples. C'est quelque chose que l'on sait faire, particulièrement à la CGT comme pour tout syndicat digne de ce qualificatif : questionner, écouter, susciter puis en faire une synthèse des expressions d'où émergent ce que l'on appelle des revendications. Ce petit rappel n'est pas inutile au moment où le président Macron met en place le grand débat national, contraint par un mouvement social d'ampleur et de forme inédites.

Nous autres syndicalistes regardons cette crise dite des « Gilets-Jaunes » avec de trop nombreuses interrogations pour y adhérer pleinement. Jusqu'à présent. Il y a, dans ce fatras d'expression, des choses parfaitement entendables qui font écho à ce que nous vivons quotidiennement, et que la CGT défend depuis 1895. Mais il y a aussi dans cette mobilisation des motifs qui ne nous semblent pas soutenables, sans même parler des courants réactionnaires et nationalistes insupportables qui s'y expriment.

La manifestation du 5 février 2019 à Lyon, première officiellement « commune », était d'ailleurs symptomatique : s'il y a une incontestable convergence des luttes, il reste aussi beaucoup de méfiance et d'hostilité envers le monde syndical, à en juger par les propos peu amènes, voire les insultes proférées ça et là par des gens qui vivent leur première expérience de manifestant et découvrent, exaltés, un univers nouveau.

Le problème, c'est qu'en matière de défense des emplois, du pouvoir d'achat, des services publics et des grands systèmes sociaux et de solidarités, tous ces sujets dont l'avenir s'écrit désormais en pointillé, les syndicats, et la CGT en particulier, sont loin de découvrir l'histoire du moment. La CGT a toujours été en pointe pour informer, dénoncer et prévenir des conséquences irréversibles engendrées par les politiques libérales. Elle a proposé de nombreuses mobilisations et s'est démenée avec ses moyens et ses militants jusqu'à l'épuisement. Et le plus souvent, elle s'est sentie bien seule, attaquée, raillée, ringardisée par les libéraux, les conservateurs et nationalistes de tout poils, ceux-là même qui se parent aujourd'hui de jaune.

La mobilisation actuelle et ce qui est exprimé ne sont en rien une surprise. Pour une surprise, elle viendrait plutôt de la filiation politique d'une partie de ces manifestants, pas forcément riches financièrement, mais par contre bien posés à droite sur l'échiquier, voire plus. Cette fronde explose dans un moment politique particulier dans lequel les partis traditionnels sont éparpillés. Dans ce contexte, personne ne peine à remarquer que l'extrême-droite, en quête d'une nouvelle respectabilité politique à l'approche d'une échéance électorale, est tranquillement à la manœuvre, suivie par la droite poreuse...

Comme les violences policières n'ont fait qu'amplifier la rancœur et les expressions virulentes, le pouvoir, au lieu de lâcher un tout petit peu de lest, a sorti « le Grand Débat » comme dérivatif. On se demande juste qui va lire les cahiers de doléances déposés en mairie, ainsi que les retranscriptions des grand-messes macroniennes, mises en place pour que le grand gourou « himself » fasse la leçon aux jeunes et aux ânes que sont les pauvres. Quand on voit avec quelle vigueur le « plan Banlieue » de Jean-Louis Borloo a été enterré, on n'a guère de doute sur la suite, qui est d'ailleurs déjà annoncée : rien de ce qui a déjà été fait ne sera défait.

La crise de confiance, qui a frappé l'ancien monde, est en passe de rattraper brutalement le nouveau. Et pour cause : une partie du peuple demande plus de justice, et le débat qu'on lui soumet évoque les questions d'immigration. Les manifestants indiquent un pouvoir d'achat qui s'effondre et on soumet à leur réflexion la laïcité. Ils demandent pourquoi les services publics essentiels disparaissent, et on les invite à s'exprimer sur quels impôts diminuer... Curieusement, les grands thèmes que sont l'emploi, le niveau de chômage, l'instruction, la santé, le mal-logement prennent moins de place que la question essentielle et existentielle des 80km/h, de pouvoir à nouveau cumuler plusieurs mandats électifs, ou de faire payer l'impôt aux chômeurs.

.../...

Journal d'information des Finances Publiques - CGT Finances Publiques

✉ cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgifp.finances.gouv.fr

Site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/691/> Twitter : @CGTdisiRaeb

... /... Mais un autre consensus se fait sans peine : il y a trop de fonctionnaires ! Le spectacle de ces petits patrons, artisans, commerçants qui éructent leur haine de ces gens soi-disant « payés à rien foutre », est pathétique. C'est surtout symptomatique de l'état d'une société gangrenée par un individualisme qu'on apprend désormais dès l'école. Personne, et surtout pas les personnalités politiques n'ont rappelé en quoi la fonction publique est essentielle dans notre société, dans sa cohésion, en tant que garants des droits sociaux et économiques pour l'ensemble de la population.

Même pas nous autres d'ailleurs, simples agents du système puisque nous peinons à faire comprendre les enjeux du moment, et à mobiliser autour de nous pour défendre ce service public pourtant si indispensable. Tout cela peut sembler très loin des préoccupations qui devraient être les nôtres dans notre DISI. Pourtant, c'est terriblement proche et actuel. De ce pseudo débat, nos gouvernants en sortiront, dès cette année, tout un train de mesurette qui, parés du sceau populaire, vont nous impacter directement.

Et on verra bien vite les conséquences quand il s'agira de savoir qui devra rendre sa chaise et son clavier séance tenante, pour que Mr et Mme Michu paient moins d'impôts, pour que leur employée de maison leur donne encore davantage d'avantage fiscal, et pour qu'ils puissent changer leur Audi tous les 6 mois...

Alors, vous viendrez peut-être nous voir, en disant que vous ne saviez pas. Mais ce sera trop tard. Comme toujours, on aura une guerre de retard...

Assemblée générale : c'est le 26 mars 2019

Voilà l'occasion rêvée de faire un point sur l'ensemble de l'actualité, en plus des traditionnels compte-rendus d'activité sur la section de la DISI Rhône-Alpes-Est-Bourgogne. Ce sera la dernière assemblée générale sous cette forme dans une DISI amenée à changer ses contours qui iront dès le 1^{er} septembre du Cantal à l'Yonne et verra les ESI de Clermont-Ferrand et de Nevers se rajouter.

Cette AG est fichtrement importante parce qu'en cette période troublée, la CGT a de nombreuses choses à vous dire. Notamment au sujet du passage de 9 à 7 DISI. Parce que l'objectif de ce tripatouillage, le vrai, celui de la direction, est juste de donner aux nouvelles DISI une taille suffisante pour permettre d'y supprimer 1, voire 2 ESI. Dans la nouvelle DISI Rhône Alpes Auvergne Bourgogne. On a déjà une petite idée de qui pourrait être la future victime...

L'Assemblée Générale est importante parce que, dans le monde administratif, les projets de restructuration vont au-delà de ce qui est imaginable. On n'en est plus à perdre un implantation de la DGFIP dans la campagne, c'est un dépeçage à la tronçonneuse qui s'opère, avec plus ou moins une centaine d'emplois supprimés par département.

Elle est importante parce que le statut s'apprête à s'alléger de toutes les protections pour laisser la place à un arbitraire appelé sobrement « mérite », à quelques nouvelles règles de gestion qui se passeront d'avis en CAP, et jusqu'à pouvoir effectuer des détachements d'office vers des entreprises privées pour des missions externalisées...

Elle est primordiale parce qu'on ne peut pas rester immobile, sourd et aveugle devant la destruction sans raison de notre outil de travail, celui qui permet de faire vivre le service public, et au passage qui nous fait vivre. Parce que le syndicat ne fait rien tout seul. Un syndicat n'est rien sans les agents. Il ne peut rien décider si les actions ne sont pas partagées, et ne peut pas peser sans un soutien massif. C'est d'abord un outil à la disposition de quiconque, qui s'use si on ne s'en sert pas. On vous attend nombreux pour en parler.

Pas besoin d'être adhérent pour participer à l'assemblée générale. Vous êtes tous les bienvenus !

C'est le 26 mars 2019 à 10 heures à l'ESI de Lyon Salle Tony Garnier : 1 jour d'« Assemblée générale syndicale » à poser dans SIRHIUS (rubrique « Fonctions syndicales, mutualistes, électives ou représentatives »). Repas en commun sur place. Pour des raisons d'organisation, confirmer sa présence par mail à la section cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgfip.finances.gouv.fr.

Mars attaque : c'est maintenant ou jamais !

La grogne des « Gilets Jaunes » en cours provient incontestablement de raisons que nous partageons : justice sociale, justice fiscale, lutte contre la pauvreté, qui passe notamment par des services publics renforcés. Le mouvement, sous la pression policière, marque le pas, et il importe désormais de déplacer la contestation dans les entreprises et les administrations. Depuis quelques semaines, les agents de la DGFIP sont partis dans la lutte : la défense d'un service public dont Emmanuel MACRON et son gouvernement ne veulent plus. Le gouvernement annonce 50.000 suppressions de postes pour 2022.

Les chiffres annoncés font froid dans le dos : 100 postes en moyenne par direction seront sacrifiés sous l'autel de la baisse des dépenses publiques alors que le CICE et les niches fiscales courent toujours.

Le mois de mars s'annonce décisif : les agents sont appelés à s'exprimer sur leur avenir : le jeudi 14 mars 2019 à l'appel de Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, F.O.-DGFIP, CFDT Finances publiques et CFTC Finances Publiques, le mardi 19 mars 2019 à l'appel de FO, la CGT, Solidaires, UNEF et UNL et le vendredi 29 mars 2019. Plus d'infos sur les affichages dans les services et sur notre site.

**Si vous voulez défendre la DGFIP et le service public,
une seule solution : tous en grève !**